
Présidence : Suisse

1003^e SÉANCE PLÉNIÈRE DU CONSEIL

1. Date : Jeudi 5 juin 2014

Ouverture : 9 h 30
Clôture : 13 h 10

2. Président : Ambassadeur T. Greminger
M^{me} A. Rauber-Saxer

Le Président a, au nom du Conseil permanent, souhaité la bienvenue au nouveau Représentant permanent de la République du Kirghizistan auprès de l'OSCE, S. E. l'Ambassadeur Ermek Ibraimov, qui a prononcé un bref discours pour marquer sa prise de fonctions.

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA COUR DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE DE L'OSCE, M. CHRISTIAN TOMUSCHAT

Président, Président de la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'OSCE (PC.DEL/616/14/Rev.1 OSCE+), Grèce-Union européenne (l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie, pays candidats ; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidats potentiels ; le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/644/14), Fédération de Russie, Allemagne, Turquie

Point 2 de l'ordre du jour : RAPPORT DU CHEF DU BUREAU DE L'OSCE AU TADJIKISTAN

Président, Chef du Bureau de l'OSCE au Tadjikistan (PC.FR/14/14 OSCE+), Grèce-Union européenne (l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie, pays candidats ; l'Albanie et la

Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidats potentiels ; ainsi que le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/645/14), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/628/14), Fédération de Russie, Afghanistan (partenaire pour la coopération), Turquie (PC.DEL/639/14), Norvège, Kazakhstan, Tadjikistan

Point 3 de l'ordre du jour : DÉCISION SUR LES DATES, L'ORDRE DU JOUR ET LES MODALITÉS D'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE D'EXAMEN DES QUESTIONS DE SÉCURITÉ DE 2014

Président

Décision : Le Conseil permanent a adopté la Décision n° 1124 (PC.DEC/1124) sur les dates, l'ordre du jour et les modalités d'organisation de la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité de 2014 ; le texte de cette décision est joint au présent journal.

Fédération de Russie (déclaration interprétative, voir la pièce complémentaire à la décision), États-Unis d'Amérique (annexe 1), Géorgie (PC.DEL/638/14 OSCE+), Ukraine (annexe 2), Président

Point 4 de l'ordre du jour : AFFAIRES COURANTES

- a) *Violations persistantes des principes et engagements de l'OSCE par la Fédération de Russie et situation en Ukraine* : Président, Ukraine (PC.DEL/631/14 OSCE+), Grèce-Union européenne (l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande et le Monténégro, pays candidats ; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidats potentiels ; la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen ; ainsi que la Géorgie, Saint-Marin et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/649/14), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/636/14), Canada (PC.DEL/632/14 OSCE+), Turquie, Norvège, Liechtenstein (PC.DEL/629/14 OSCE+), Islande, Secrétaire général
- b) *Situation en Ukraine et violation des normes du droit international humanitaire par les autorités de Kiev* : Fédération de Russie (PC.DEL/633/14), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/637/14), Ukraine, Allemagne, Grèce-Union européenne

Point d'ordre : Ukraine, Président

- c) *Liberté d'expression au Kirghizistan* : États-Unis d'Amérique (PC.DEL/635/14), Grèce-Union européenne (l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie, pays candidats ; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidats potentiels ; ainsi que la Norvège, pays de l'Association

européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/648/14), Kirghizistan

- d) *Dégradation de la situation des droits de l'homme en Azerbaïdjan* : Grèce-Union européenne (l'Islande et le Monténégro, pays candidats ; l'Albanie, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; ainsi que la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/646/14), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/634/14), Azerbaïdjan (PC.DEL/640/14 OSCE+)
- e) *Loi sur les « agents étrangers » adoptée en Fédération de Russie* : Grèce-Union européenne (l'Islande et le Monténégro, pays candidats ; l'Albanie, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen ; ainsi que l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/647/14), Fédération de Russie, États-Unis d'Amérique
- f) *Répondre aux attaques terroristes* : Norvège

Point 5 de l'ordre du jour : **RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU PRÉSIDENT EN EXERCICE**

Annonce de la distribution du rapport du Président en exercice (CIO.GAL/93/14) :
Président

Point 6 de l'ordre du jour : **RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Annonce de la distribution d'un rapport écrit du Secrétaire général :
Secrétaire général

Point 7 de l'ordre du jour : **QUESTIONS DIVERSES**

Aucune déclaration

4. Prochaine séance :

Jeudi 12 juin 2014 à 10 heures, Neuer Saal

1003^e séance plénière

Journal n° 1003 du CP, point 3 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION
DE LA DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Permettez-moi tout d'abord de dire que j'ai trouvé la déclaration de notre distingué collègue russe déconcertante, étant donné qu'il a commencé par critiquer la prétendue politisation du débat au sujet de cet ordre du jour, pour se lancer ensuite dans une diatribe sur un éventail de questions que la Russie a tout loisir de soulever si elle le souhaite – y compris, bien entendu, à la Conférence – mais qui sont sans rapport avec l'ordre du jour à l'examen aujourd'hui.

Nous nous félicitons que l'ordre du jour de la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité ait été adopté aujourd'hui. Les violations persistantes par la Russie de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine, ainsi que ses violations d'autres principes et engagements de l'OSCE, font que la Conférence d'examen des questions de sécurité de cette année est particulièrement importante. Nous sommes confrontés à des atteintes sans précédent à la sécurité et à la stabilité dans la région de l'OSCE.

Nous tenons à remercier spécialement nos collègues ukrainiens pour leur esprit constructif et le fait qu'ils aient été prêts à faire des compromis afin de trouver le moyen d'avancer sur l'ordre du jour de la Conférence, en particulier compte tenu des menaces et des défis auxquels le pays doit faire face actuellement.

Nous sommes également profondément déçus qu'un débat sur le règlement des conflits prolongés n'ait pas été inscrit à l'ordre du jour. Cela est regrettable.

Les événements en Ukraine, et la perception croissante d'instabilité régionale provoquée par les actions de la Russie, rendent encore plus importante l'inscription du règlement des conflits prolongés à l'ordre du jour de l'OSCE. Nous ne doutons pas que la Présidence mettra tout en œuvre pour que nous ayons l'occasion de traiter de la question des conflits prolongés au cours de cette Conférence.

Merci, Monsieur le Président.



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Conseil permanent

PC.JOUR/1003

5 June 2014

Annex 2

FRENCH

Original: ENGLISH

1003^e séance plénière

Journal n° 1003 du CP, point 3 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE L'UKRAINE

Monsieur le Président,

La délégation de l'Ukraine a grandement contribué au consensus sur l'ordre du jour de la Conférence d'examen des questions de sécurité de cette année et nous nous félicitons de son adoption.

La Conférence d'examen des questions de sécurité de cette année sera particulièrement importante puisqu'elle se déroulera sur fond de violations continues par la Fédération de Russie du droit international ainsi que des principes et engagements fondateurs de l'OSCE. Les actions de la Fédération de Russie ont violé la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, sapé le fondement même de l'Organisation, et mis en danger la paix et la stabilité dans l'espace de l'OSCE.

La délégation de l'Ukraine espère que la Conférence d'examen des questions de sécurité permettra d'ouvrir la voie à une reprise de l'application des principes et des engagements de l'OSCE par la Fédération de Russie.

La délégation de l'Ukraine demande que cette déclaration soit jointe au journal de la séance de ce jour.

Merci, Monsieur le Président.



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Conseil permanent

PC.DEC/1124
5 June 2014

FRENCH
Original: ENGLISH

1003^e séance plénière

Journal n° 1003 du CP, point 3 de l'ordre du jour

DÉCISION N° 1124
DATES, ORDRE DU JOUR ET MODALITÉS D'ORGANISATION
DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE D'EXAMEN
DES QUESTIONS DE SÉCURITÉ DE 2014

Le Conseil permanent,

Rappelant la Décision n° 3 du Conseil ministériel de Porto relative à la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité,

Prenant en considération la recommandation du Forum pour la coopération en matière de sécurité,

Décide d'organiser la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité de 2014 conformément à l'ordre du jour et aux modalités d'organisation figurant dans l'annexe à la présente décision.

CONFÉRENCE ANNUELLE D'EXAMEN DES QUESTIONS DE SÉCURITÉ DE 2014

Vienne, 24–26 juin 2014

I. Ordre du jour

Mardi 24 juin 2014

- | | |
|-----------------------|--|
| 10 heures – 13 heures | Séance d'ouverture |
| 15 heures – 18 heures | Séance spéciale : Assurer la sécurité et la stabilité dans la région de l'OSCE à la lumière des développements récents en rapport avec l'Ukraine |

Mercredi 25 juin 2014

- | | |
|-----------------------|---|
| 10 heures – 13 heures | Séance de travail I : Alerte précoce, prévention des conflits, gestion des crises, règlement des conflits et réhabilitation post-conflit : enseignements tirés et voie à suivre |
| 15 heures – 18 heures | Séance de travail II : Maîtrise des armements et mesures de confiance et de sécurité : défis et opportunités |

Jeudi 26 juin 2014

- | | |
|-----------------------|--|
| 10 heures – 13 heures | Séance de travail III : Menaces et défis transnationaux |
| 15 heures – 17 heures | Séance de travail IV : Contribuer à la stabilité dans l'espace de l'OSCE pendant les transitions en cours en Afghanistan |
| 17 heures – 18 heures | Séance de clôture |

MODALITÉS D'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE D'EXAMEN DES QUESTIONS DE SÉCURITÉ DE 2014

Vienne, 24–26 juin 2014

Informations générales

La dixième Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE, qui s'est tenue à Porto, par sa Décision n° 3 en date du 7 décembre 2002, a établi la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité pour servir de cadre au renforcement du dialogue de sécurité et à l'examen des activités concernant la sécurité menées par l'OSCE et ses États participants, permettre un échange de vues sur les questions relatives à la maîtrise des armements et aux mesures de confiance et de sécurité, et promouvoir l'échange d'informations et la coopération avec les organisations et institutions internationales et régionales pertinentes.

Organisation

Les séances d'ouverture et de clôture seront présidées par un représentant du Président en exercice. Le Secrétariat diffusera un journal de la Conférence.

Chaque séance de travail aura un modérateur et un rapporteur. Le Centre de prévention des conflits (CPC) fera fonction de coordonnateur pour préparer les séances.

La contribution du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS) à la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité sera apportée conformément à ses procédures, à son mandat et à ses attributions. Au titre de cette contribution, la présidence de la troisième séance de travail sera assurée par un membre de la Troïka du FCS ou par le Directeur du CPC.

Les Règles de procédure de l'OSCE s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à la Conférence. En outre, les lignes directrices pour l'organisation des réunions de l'OSCE (Décision n° 762 du Conseil permanent) seront prises en considération.

L'interprétation sera assurée dans les six langues de travail de l'OSCE lors des séances d'ouverture, de travail et de clôture.

La Présidence coordonnera les préparatifs de la Conférence avec le Président du FCS et le Secrétariat de l'OSCE.

Un compte rendu détaillé de la Conférence sera distribué par le Président en exercice avant l'intersession d'été.

La presse sera informée par la Section de la presse et de l'information, selon qu'il conviendra.

Participation

Les États participants sont encouragés à se faire représenter par des responsables de haut niveau des capitales chargés d'élaborer la politique en matière de sécurité dans l'espace de l'OSCE.

Les institutions de l'OSCE, ainsi que le Secrétaire général et le CPC, participeront à la Conférence. L'Assemblée parlementaire de l'OSCE et les partenaires pour la coopération seront invités à y participer.

La Présidence peut également inviter des chefs d'opérations de terrain de l'OSCE à participer à la Conférence. La possibilité d'inviter des chefs d'opérations de terrain en qualité d'orateurs principaux ou de modérateurs devrait être envisagée.

Les organisations internationales qui peuvent être invitées sont les organisations s'occupant de questions de sécurité mentionnées dans la Décision n° 951 du Conseil permanent en date du 29 juillet 2010.

Il convient d'envisager la possibilité d'inviter des instituts scientifiques s'occupant de questions de sécurité, des groupes de réflexion de renommée internationale et des ONG en tant qu'orateurs principaux et modérateurs ou à se faire représenter en tant que membres des délégations nationales.

Directives générales à l'intention des participants

Les travaux de la Conférence seront répartis en sept séances. La séance d'ouverture vise à offrir la possibilité de faire des déclarations officielles et à créer les conditions requises pour un débat de fond, ciblé et interactif lors des séances de travail. La séance d'ouverture comprendra l'allocation de bienvenue du Président en exercice ou de son représentant et le rapport du Président du FCS. La Présidence étudiera la possibilité d'inviter une (des) personnalité(s) de haut niveau à prendre la parole à la Conférence.

Les quatre séances de travail et la séance spéciale porteront sur un sujet différent, présenté par deux orateurs principaux au maximum, dont les exposés seront suivis d'un débat sur des thèmes subsidiaires pertinents mentionnés à l'ordre du jour.

L'objectif est d'avoir un débat interactif et ouvert.

Pour renforcer l'efficacité des activités concernant la sécurité dans les trois dimensions de l'OSCE, il est prévu d'examiner à chaque séance les interfaces en matière de sécurité ainsi que la question de la coopération avec d'autres organisations internationales et régionales.

Afin de promouvoir un débat interactif, les déclarations officielles lors de la séance d'ouverture et les interventions lors des séances de travail devraient être aussi concises que possible et ne pas dépasser cinq minutes. Les modérateurs sont encouragés à faire respecter ces limites. La distribution préalable des déclarations et interventions favorisera le débat.

Les participants à la Conférence devraient informer, pour le 10 juin 2014, le Secrétariat de l'OSCE de la composition de leur délégation à la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité en réponse à la circulaire d'information concernant les aspects organisationnels de la Conférence qui sera envoyée par le Secrétariat de l'OSCE.

Les États et les autres participants à la Conférence sont invités à présenter, pour le 10 juin 2014 au plus tard, toute contribution écrite qu'ils souhaiteraient apporter, notamment leurs réactions aux discours principaux.

Les contributions écrites devraient être soumises aux services de conférence qui en assureront la distribution. Les informations pourront également comprendre des contributions des institutions de l'OSCE et d'autres organisations internationales, le cas échéant.

Directives à l'intention des orateurs principaux

Les contributions des orateurs principaux devraient être axées sur le thème de la séance correspondante, préparant ainsi les discussions qui auront lieu au cours des séances de travail, et stimuler le débat entre les délégations en soulevant des questions appropriées et en proposant des recommandations éventuelles fondées sur les réalités de l'OSCE.

Le temps maximal de parole disponible est de 20 minutes par orateur principal.

Les orateurs principaux devraient être présents au cours de la totalité de la séance pendant laquelle ils prennent la parole et être prêts à participer au débat suivant leur exposé.

Pour permettre aux délégations de se préparer, les orateurs principaux devraient fournir une contribution écrite et leur résumé biographique au CPC pour le 10 juin 2014. Dans leurs exposés, les orateurs principaux devraient aborder les points les plus importants de leur contribution écrite.

Directives à l'intention des modérateurs et des rapporteurs

Le modérateur préside la séance et devrait faciliter et centrer le dialogue entre les délégations. Il devrait stimuler le débat en introduisant les points relatifs au thème des séances d'ouverture et de travail, selon que de besoin, afin d'élargir ou de centrer le débat. Le cas échéant, le modérateur pourra faire appel à des orateurs pour contribuer à un débat véritable. Aucun avis personnel ne sera donné.

Le compte rendu écrit du rapporteur devrait aborder les questions soulevées au cours de la séance de travail correspondante et porter sur les problèmes, les améliorations et les suggestions dont il aura été question au cours de la séance et sur toute autre information pertinente.

Les modérateurs et les rapporteurs devraient s'efforcer d'identifier et de résumer les recommandations spécifiques présentées dans le cadre de chacune des séances.

Directives pour la participation d'autres organisations internationales

Les organisations internationales peuvent participer à toutes les séances. Elles sont invitées à axer leurs contributions sur des aspects de la coopération avec l'OSCE entrant dans le cadre de la séance correspondante.

Les organisations internationales et régionales devraient fournir aux services de conférence, pour le 10 juin 2014 au plus tard, des informations factuelles utiles aux participants à la Conférence.

PC.DEC/1124

5 June 2014

Attachment

FRENCH

Original: RUSSIAN

**DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE AU TITRE DU
PARAGRAPHE IV.1 A) 6 DES RÈGLES DE PROCÉDURE DE
L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET
LA COOPÉRATION EN EUROPE**

Par la délégation de la Fédération de Russie :

« Tout en s'associant au consensus sur la décision du Conseil permanent relative à l'ordre du jour de la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité, nous estimons que lors de l'examen de la situation en Ukraine dans le cadre de la séance spéciale de la Conférence, il doit avant tout être question de l'assistance de l'OSCE dans le règlement du conflit interne ukrainien.

D'une manière générale, la Fédération de Russie est indignée par les « petites tractations » que certains États de l'OSCE ont menées pour convenir de l'ordre du jour de la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité de 2014, en cherchant à faire passer une formulation qui insinue que la responsabilité de la tragédie en Ukraine incomberait à la Russie.

Pourtant, ce sont bien les autorités ukrainiennes actuelles qui bafouent tous les principes et engagements internationaux. La guerre civile déclenchée par l'Ukraine a déjà causé de nombreux morts. L'artillerie, des chars et des avions de combat sont utilisés pour tirer sur des hôpitaux, des écoles et des maisons. L'accès à l'assistance humanitaire est bloqué. Les civils n'ont aucune possibilité de s'échapper des villes assiégées. Telles sont les questions qui devraient être traitées lors de la prochaine Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité.

Au cours de la séance spéciale consacrée à « l'Ukraine » et des groupes de travail, nous aborderons la question des crimes commis par le régime de Kiev, ainsi que d'autres problèmes touchant à la sécurité européenne.

Nous demandons que la présente déclaration soit jointe à la décision adoptée par le Conseil permanent et figure dans le journal de la séance de ce jour. »